

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* :

Deuxième concours ENM

DATE : 10 juin 2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

a minima correspondre
la mat sans entou
CP). En conséqu

une de

fruits de

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

00119

NOTE

14 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

3

COMPOSITION DE

Cas pratique de droit pénal

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

Il est interdit aux candidats de signer

flagrante est donc caractérisée.

2 - Autorité à

Le corps

la police

police

police

1 - Cadre procédural de l'enquête

Le 2^e janvier 2016, un cadavre est découvert dans le 15^e arrondissement de Paris, porteur de coups ^{de couteau}. Grâce au signalement donné par un témoin, la police interpelle Emmanuel Refix le 24 janvier 2016.

En l'absence d'information judiciaire déjà ouverte, les investigations ne peuvent être entreprises que dans le cadre juridique de l'enquête de police. Celle-ci est susceptible de revêtir deux formes : la forme préliminaire et la forme flagrante. L'enquête préliminaire revêt un caractère subsidiaire. Il convient de vérifier prioritairement si le cadre flagrant est applicable. En cas de réponse négative, seule l'enquête préliminaire est permise. L'enquête de flagrance est régie par les articles 53 et suivants du Code de procédure pénale (C.P.P.). Elle exige la réunion de trois éléments :

1) Il est nécessaire aux termes des articles 54 et 67 du C.P.P. que l'infraction soit un crime ou un délit puni d'emprisonnement. En l'espèce, le jeune homme est déshabillé suite à un comportement violent volontaire comme en témoigne le résultat de l'autopsie. L'infraction qui sera examinée

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

plus précisément dans la question n° 5 semble à minima correspondre à un crime de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention (art. 222-7 du CP), voire un meurtre (art. 221-1 du CP). En conséquence le critère de gravité est rempli.

2) La flagrance exige encore un critère de temps. Au terme de l'article 53 du CP, l'infraction doit être en cours ou doit venir de se commettre (délai jurisprudentiel d'environ 24 H). Encore, dans un temps voisin de l'infraction (délai jurisprudentiel de 48 H maximum), la personne suspectée est poursuivie par la clameur publique ou bien est trouvée en possession d'objets ou traces qui la relient à la scène de crime. En l'espèce, l'énoncé ne précise pas l'état de décomposition du cadavre et le témoignage précis de Michel Rondot semble indiquer que l'altération a eu lieu la veille au soir. Qui plus est, il est peu probable qu'un cadavre dans un square ait pu passer inaperçu pendant plusieurs jours dans Paris. Aussi, il est probable que le décès remonte à quelques heures seulement de celle de la découverte du corps. En conséquence de quoi, le critère temporel est rempli.

3) La flagrance exige enfin un élément d'objectivité. Les officiers de police judiciaire ne peuvent pas mettre en œuvre les pouvoirs coercitifs de la flagrance à partir de leurs intuitions personnelles. Aussi, la Cour de Cassation exige qu'il existe des indices apparents d'un comportement délictueux révélant l'existence d'un crime flagrant (Crim. 4 janv. 1982). En l'espèce, la découverte du corps de la victime et l'autopsie confirmant le caractère violent de la mort constituent des indices apparents. L'apparence est encore confortée par le témoignage de Michel Rondot qui est un tiers. En conséquence, l'élément apparent est constitué. La

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

flagrante est donc caractérisée.

2 - Autorité à aviser

Le corps a certainement été découvert par des tiers qui ont avisé la police, laquelle a dû se transporter et rendre compte à l'officier de police judiciaire. En vertu de l'article 54 du CPP, l'officier de police judiciaire doit aussitôt ^{à son tour} aviser le procureur de la République. Selon l'article 43 du CPP, le procureur de la République territorialement compétent est soit celui du lieu de commission de l'infraction, soit celui du lieu de résidence, d'arrestation ou de détention du suspect. En l'espèce, les faits semblent s'être déroulés à Paris. En conséquence, le Procureur de la République de Paris doit être avisé immédiatement.

3 - Sur la régularité de la garde à vue

Selon l'article 62-7 du CPP, la garde à vue peut être prononcée si quatre conditions sont remplies :

- 1) L'infraction en cause doit être un crime ou un délit puni d'emprisonnement. En l'espèce, la nature criminelle ne faisant pas de doute, ce critère est rempli.
- 2) Il doit exister à l'encontre de la personne des raisons plausibles de la soupçonner d'être l'auteur ou le complice de l'infraction. En l'espèce, le témoignage de Michel Randot, le signalement qu'il donne, semblent confondre Emmanuel Refix. En conséquence, il y a des raisons plausibles de soupçonner ce dernier.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

3) Il est nécessaire encore que la mesure soit l'unique moyen de parvenir à l'un des six objectifs visés à l'article 62-2 dernier alinéa. En l'espèce, les motifs n° 1, 2, 3, 4 et 5 semblent être réunis. La mesure est donc justifiée.

4) Enfin, seul un officier de police judiciaire peut prononcer la mesure. En l'espèce, l'énoncé évoque une interpellation par un officier de police judiciaire. La condition est remplie.

La garde à vue est donc justifiée. Il convient encore de vérifier la régularité de l'interpellation à l'origine de la garde à vue. Les pouvoirs de l'enquête de flagrance durent 8 jours selon l'article 53 al. 1 du CPP. L'article 73 du CPP permet de recourir à la force publique. En l'espèce, M. Refis est interpellé, à priori sur la voie publique, le 24 janvier 2016, soit quatre jours après le début de l'enquête. En conséquence, l'interpellation est légale.

Concernant la régularité de la garde à vue, l'article 63 du CPP impose une information immédiate au procureur de la République. Cette formalité est exigée à peine de nullité, tout retard non justifié fait nécessairement grief (Crim., 10 mai 2001). En l'espèce, l'énoncé ne fait pas état d'une telle information. Il y a lieu de supposer qu'elle a bien eu lieu.

La régularité de la mesure impose également une notification immédiate des droits inhérents à la garde à vue (art. 63-1 du CPP). Ici encore, la jurisprudence prévoit que tout retard injustifié dans

La notification de la mesure et des droits afférents porte nécessairement atteinte à la défense (Crim. 30 avril 1996). En l'espèce, l'intéressé est placé en garde à vue à 12 heures et reçoit notification des droits seulement 35 minutes plus tard. Ce délai, inférieur au délai d'une heure généralement toléré, satisfait aux exigences de la loi et de la jurisprudence.

Parmi les droits de la garde à vue figure celui de l'assistance par un avocat (art. 63-3-1 du CPP). Ce droit doit être mis en œuvre "dès le début de la garde à vue", en principe. En l'espèce, le gardé à vue est furieux de n'avoir pas pu être assisté par l'avocat qu'il a désigné. La Cour de cassation considère qu'aucune atteinte n'est portée aux intérêts du gardé à vue qui accepte d'être assisté par un avocat désigné d'office à défaut d'avoir pu l'être par l'avocat choisi (Crim. 4 juin 2008). En l'espèce, s'il a montré sa colère, il n'a visiblement pas refusé d'être assisté par l'avocat désigné d'office. Par ailleurs, la Cour de Cassation prévoit que l'article 63-4 du CPP impose seulement à l'officier de police judiciaire de prendre contact avec l'avocat désigné ou d'informer sans délai le bâtonnier. Qui plus est, rien n'impose à l'officier de police judiciaire de joindre de manière effective l'avocat désigné dès lors qu'il a tenté de le joindre de bonne foi aux numéros communiqués (Crim., 9 mai 1994 ; Crim. 29 oct 2008). En l'espèce, l'officier de police judiciaire a tenté de joindre l'avocat désigné tant sur son portable que sur sa ligne fixe. En conséquence il ne saurait être reproché à ce fonctionnaire d'avoir fait obstacle aux droits de la défense. Emmanuel Refix a bénéficié d'une défense effective.

Par ailleurs, il convient d'examiner si la prolongation de la garde à vue hors la présence de l'avocat est légale. L'article 63-4-2 du CPP prévoit seulement que l'avocat assiste aux auditions et confrontations de son client. Le droit positif n'autorise pas l'avocat à assister à d'autres investigations, et n'exige pas la présence de l'avocat lors

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

des séquences de notification des droits ou d'entretien de prolongation. Aucun grief ne saurait être relevé sur ce sujet.

Concernant la prolongation, l'article 63 du CPP prévoit que la garde à vue dure 24 heures et qu'elle peut être prolongée sur décision du Procureur de la République si la peine encourue est d'au moins un an d'emprisonnement et si au moins l'un des motifs de l'article 62-2 du CPP le justifie. En l'espèce, ce point ne pose pas de difficulté. La prolongation est valable.

4 - Sur la présence de l'avocat lors de la perquisition

En l'état du droit positif, l'avocat ne peut qu'accéder aux procès-verbaux cités à l'article 63-4-1, s'entretenir avec son client pendant 30 minutes maximum et assister son client lors des séquences d'auditions (cf. supra). La Cour de cassation a une appréciation restrictive des droits de l'avocat puisqu'elle refuse son accès à l'entier dossier (Crim., 19 sept. 2012 ; Crim., 9 avril 2015). Qui plus est, l'officier de police judiciaire est astreint au secret de l'enquête en vertu de l'article 14 du CPP, il peut donc s'opposer à la présence de l'avocat sur les lieux de la perquisition.

5 - Infractions susceptibles d'être retenues

Il convient d'examiner simultanément les crimes de meurtre (art. 221-1 du CP) et de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention (art. 222-7 du CP). Ces deux infractions exigent le même élément préalable : une personne tierce à l'auteur qui soit vivante. En l'espèce, vu le témoignage de M. RONDOT et

des déclarations du garde à vue, la victime était bien vivante la veille au soir.

Sur le plan matériel, les deux infractions exigent un acte violent entraînant la mort de la victime. En l'espèce, l'autopsie fait part de coups de couteaux et d'hémorragie massive à l'origine du décès. Le garde à vue reconnaît une légère bagarre, ce qui caractérise la violence. Par conséquent, tant le témoignage de M. Rondot que les explications du garde à vue et les résultats de l'autopsie, permettent de caractériser l'acte violent, la mort et le lien de cause à effet.

Sur l'élément moral, ces deux infractions étant de nature criminelle, une intention doit être prouvée (art. 121-3 al. 1 du CP). Celle-ci comprend le dol général caractérisé par la conscience et la volonté de violer la loi pénale. S'agissant du meurtre, il est au surplus exigé un dol spécial consistant en la volonté de donner la mort. C'est d'ailleurs ce qui permet de distinguer les deux infractions précitées. En l'espèce, le garde à vue nie avoir voulu tuer la victime et avoir eu un couteau entre les mains. La Cour de cassation considère que les juges du fond peuvent déduire l'intention-homicide des circonstances, par exemple lorsque les blessures ont été faites volontairement avec l'usage d'une arme dangereuse appliquée sur une partie vitale du corps de la victime (Crim. 5 fév. 1957). En l'espèce, tant les conclusions de l'autopsie que la découverte en perquisition du couteau incriminé permettent de soupçonner que M. Refix est bien l'utilisateur de cette arme qui a atteint mortellement la victime. En conséquence, son intention-homicide est caractérisée.

Concernant l'état d'alcoolisation, ^{est pénale et} il est de jurisprudence constante qu'une intoxication volontaire de l'auteur ne lui permet pas d'invoquer le trouble mental pour échapper à sa responsabilité. Au contraire, cet élément de fait est une circonstance susceptible d'aggraver la qualification.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

A ce stade, il convient de privilégier le crime de meurtre. Il convient dès lors d'envisager les circonstances aggravantes. L'utilisation d'une arme, définie comme un objet conçu pour tuer ou blesser. Elle n'est toutefois pas prévue pour le crime de meurtre. La circonstance de l'empire d'un état alcoolique n'est pas davantage prévue en matière de meurtre. Il convient de préciser que l'usage de l'arme aurait pu être retenue comme circonstance aggravante des violences ayant entraîné la mort (art. 222-8 10° du CP).

Pour conclure, il convient de relever un meurtre simple (221-1 du CP) dont la peine encourue est de 30 ans de réclusion criminelle.

6 - Orientations procédurales

L'énoncé évoque une mise en examen et un écrou. M. Rifi a donc été mis en examen (conditions prévues à l'article 80-1 du CPP et article 116 du CPP) et placé en détention provisoire (conditions prévues à l'article 143-1 et suivants du CPP). Cela implique qu'une information judiciaire a été ouverte conformément à l'article 79 du CPP qui prévoit qu'une information est obligatoire en matière criminelle. Au terme de l'instruction, l'article 181 du CPP prévoit que le juge d'instruction pourra soit rendre une ordonnance de non-lieu s'il estime que M. Rifi est finalement innocent ou si les charges sont insuffisantes. Au contraire, si les charges sont suffisantes, le juge pourra prononcer une ordonnance de mise en accusation devant la Cour d'assise.

Suite question 3 :

L'article 64-1 du CPP impose, sous peine de nullité, l'enregistrement audiovisuel des gardes à vue en matière criminelle. La Cour de cassation exige que l'incident technique ayant empêché l'enregistrement fasse l'objet d'une mention circonstanciée dans le procès-verbal. La simple mention d'un incident ne suffit.